



Sections de Haute-Garonne

Toulouse, 10 novembre 2016

Lettre aux Parlementaires de Haute-Garonne Copie aux élus locaux et aux Partis Politiques

Madame, Monsieur,

Les syndicats *Solidaires*, *CGT* et *FO des Finances Publiques de Haute-Garonne* souhaitent vous interpeller sur l'importance et la gravité de la situation de l'administration des Finances Publiques (DGFIP) au niveau départemental et national. Nous n'avons eu de cesse, ces dernières années, d'attirer votre attention sur cette problématique, par des interpellations de nos syndicats ou de l'intersyndicale locale mais aussi par de multiples actions locales des personnels mobilisés.

Nous ne pouvons que constater, hélas, que les arbitrages politiques envers la DGFIP sont toujours et encore maintenus dans cette tendance néfaste qui affaiblit profondément l'exercice des missions confiées au service des populations, des territoires et de l'intérêt général.

Nous vous rappelons que :

- les missions confiées à la DGFIP sont centrales dans le débat public et les évolutions législatives que vous votez impactent régulièrement notre administration : consentement à l'impôt, lutte contre la fraude, conseil et contrôle des collectivités locales, cadastre, missions domaniales,....
- 36 000 emplois ont été supprimés à la DGFIP depuis 2002 (près de 200 en Haute-Garonne). Cela en fait l'administration qui a le plus subi les effets des coupes budgétaires publiques.
- au-delà de ces suppressions nous subissons chaque année un hold-up supplémentaire avec des dizaines d'emplois inscrits au budget mais non pourvus (plus de 80 à ce jour dans notre département). Cette situation est intolérable pour l'ensemble des services « à bout de souffle ».
- des trésoreries locales sont supprimées (L'Isle en Dodon en 2017, Aspet et Aurignac en 2018 dans notre département) et vont continuer à l'être. Des services sont concentrées au niveau départemental, régional, interrégional, voire national tels les « centres de contact ». Ce sont autant de territoires et de populations abandonnés et particulièrement les plus fragiles.

Nous assistons ainsi à une dégradation du service rendu aux usagers (particuliers, professionnels et collectivités territoriales) et, dans le même temps, à une dégradation majeure des conditions de travail des agents. Les personnels subissent des tensions lourdes et sont encore et toujours mis sous pression pour faire « toujours plus avec toujours moins ».

C'est pourquoi nous tenons à vous interpeller une nouvelle fois en insistant sur la rupture profonde de confiance entre les agents qui se sentent abandonnés par l'ensemble des décideurs publics ainsi que par les hauts dirigeants nationaux et locaux de leur administration.

En cette fin d'année 2016 marquée par plusieurs journées de mobilisation des personnels de la DGFIP, (17 octobre et 15 novembre,...), nous vous demandons, non pas de « belles paroles » de soutien ni des lettres aux Ministres pour relayer une énième fois notre situation. **Ce que nous vous demandons, ce sont des actes concrets qui permettent de stopper cette casse du Service Public.**

Pour décrire une nouvelle fois quelques enjeux lourds, nous vous rappelons que :

- **le service public ne peut pas être virtuel** : le cap fixé par les Ministres est de « *désintoxiquer les usagers de l'accueil* » en privilégiant le « *tout numérique* ». Nous ne sommes pas hostiles aux évolutions technologiques mais les besoins des usagers ne peuvent pas se résumer à « *cliquez sur impots.gouv.fr* ». Au demeurant, l'augmentation concomitante des obligations télédéclaratives et de l'accueil physique du public en fait une démonstration éclatante. La mise en place de centres de contact déshumanisés et payants ne peut pas être une réponse.
- **toutes les collectivités territoriales ont besoin des services de la DGFIP** : l'évolution intercommunale ne doit pas servir de prétexte aux destructions de postes ou de services. Au-delà, il faut un arrêt des restructurations et l'ouverture d'un véritable débat public sur l'utilité des services des Finances Publiques au plus proche des populations et des collectivités.
- **l'éloignement des missions, sous couvert de départementalisation et de régionalisation, n'est pas une solution** : une logique infernale est mise en œuvre localement : regroupement et spécialisation de services, départementalisation et régionalisation et interrégionalisation de missions (par exemple pour le contrôle des particuliers, la fiscalité immobilière, l'enregistrement il faut se rendre à Toulouse). Les mêmes évolutions inquiétantes sont annoncées pour les services des Domaines.
- **le consentement à l'impôt doit être renforcé** : les doutes de la population et la crise civique actuelle nécessitent en premier lieu une volonté affirmée des pouvoirs publics, des élus et des responsables politiques sur ce point. Mais elle ne trouvera un véritable sens qu'avec des agents en « chair et en os » pour accompagner, écouter et expliquer la matière fiscale.
- **la lutte contre la fraude fiscale est centrale** : or l'évolution du contrôle privilégie les Directions Nationales et l'échelon interrégional. Si nous revendiquons leur renforcement au regard des contrôles relevant de leur niveau de compétence, nous contestons que ce soit au détriment des services départementaux (une brigade supprimée en Haute-Garonne). Ajouté à la baisse des moyens humains et budgétaires, c'est tout un pan de la lutte contre la fraude au niveau départemental qui est progressivement abandonné.
- **le projet de retenue à la source est lourd de dangers** : au-delà de nos critiques de fond (notamment la casse d'un système de recouvrement très efficace à 99%) contre ce prélèvement de l'impôt, nous rappelons que le passage à ce nouveau système implique une lourde charge de travail de divers services de notre administration (services informatiques aujourd'hui, services des impôts des particuliers et trésoreries, services des impôts des entreprises demain) avec une forte et permanente sollicitation de la part des usagers.

Vous aurez compris qu'en évoquant ces quelques missions confiées à la DGFIP nous tenons à vous sensibiliser une nouvelle fois sur le risque majeur que courent nos services et leurs usagers. Non seulement cela se traduira par un probable affaiblissement de la confiance des citoyens et collectivités territoriales envers l'État mais cela mettra clairement en péril les finances nationales et locales.

Nous comptons sur vos expressions et réponses sur les sujets que nous venons d'évoquer. Mais, nous vous avons dit que nous attendions aussi des actes. Or, nous sommes en pleine période d'examen du Projet de Loi de Finances pour 2017. C'est une occasion de démontrer ce que nous attendons de vous : un réel soutien aux agents des Finances Publiques et à leurs missions ainsi qu'un engagement à les défendre concrètement devant la représentation nationale et le gouvernement.

Sachez que nous sommes disponibles pour toute rencontre et échange que vous souhaiteriez et dans cette attente nous vous adressons l'expression de nos salutations syndicalistes.

Pour Solidaires Finances Publiques

Christian TERRANCLE

Pour la CGT Finances Publiques

Séverine BOLOGNESI-FOURCADE

Pour FO DGFIP

Patrick LUMEAU